06 2016

La transformation d’une jeunesse en deuil en jeunesse en lutte

Le philosophe Jacques Rancière, penseur de l’égalité, réfléchit à ce que dessinent le mouvement « Nuit Debout » et la mobilisation contre la loi sur le travail, à ce qui les porte, mais aussi à ce qui peut les limiter. Entretien.

Auteur de La Mésentente, du Partage du sensible, de La Nuit des prolétaires, de La Haine de la démocratie ou encore de La Méthode de l’égalité, le philosophe Jacques Rancière analyse, pour Mediapart, ce que peut signifier le mouvement « Nuit Debout » dans le contexte politique et intellectuel présent, à la lumière de son travail sur l’histoire, la démocratie et l’égalité.

Quel regard portez-vous sur le moment/mouvement de la Nuit debout ?

Disons d’abord que mon point de vue est strictement limité : il est celui d’un observateur extérieur qui réagit simplement à ce qu’évoquent pour lui les thèmes et les formes de ce mouvement. À première vue, on peut saisir dans ce mouvement une sorte de version française en miniature du « mouvement des places » qui a eu lieu à Madrid, New York, Athènes ou Istanbul. Il est toléré sur l’espace qu’il occupe, davantage qu’il ne l’envahit. Mais il partage, avec ces occupations, le souci de rendre à la politique son aspect de subversion matérielle effective d’un ordre donné des espaces et des temps. Cette pratique a eu du mal à venir en France où le tout de la « politique » est aujourd’hui ramené à la lutte des concurrents à la présidence de la République. La Nuit debout a du mal à croire en elle-même et ressemble parfois à une « demi-occupation ». Mais elle fait bien partie de ces mouvements qui ont opéré une conversion de la forme-manifestation à la forme-occupation. En l’occurrence, cela a voulu dire passer de la lutte contre certaines dispositions de la loi sur le travail à une opposition frontale à ce que certains appellent « l’ubérisation » du monde du travail, une résistance face à cette tendance qui voudrait supprimer tout contrôle collectif sur les formes de vie collective.

Au-delà des mesures particulières de la loi El Khomry, c’est en effet cela qui est en jeu. Cette « loi Travail » est apparue comme l’aboutissement de tout un processus de privatisation de l’espace public, de la politique, de la vie… Le contrat de travail est-il quelque chose qui se négocie pour chaque individu, ce qui signifie revenir à la situation du XIXe siècle avant la naissance des formes modernes de lutte ouvrière, ou bien défend-on une société fondée sur le contrôle collectif et la discussion collective, de la vie comme du travail ?

La Nuit debout est apparue, dans ce contexte, comme une réduction à l’échelle française de quelque chose de singulier que l’on pourrait appeler un désir de communauté. Nous avons connu l’époque où l’on se trouvait dans des structures collectives puissantes au sein desquelles se menaient des batailles, que ce soit au sein de l’université ou de l’entreprise. La lutte alors opposait dans un même lieu deux manières de faire communauté. Mais nous sommes parvenus au terme d’une grande offensive, que certains appellent néolibérale, et que je nommerais plutôt l’offensive du capitalisme absolu, qui tend à la privatisation absolue de tous les rapports sociaux et à la destruction des espaces collectifs où deux mondes s’affrontaient.

Contre cette privatisation et cette individualisation, on a vu naître, et on l’a senti très fortement dans “Occupy Wall Street”, un désir un peu abstrait de communauté qui a trouvé, pour se matérialiser, le dernier lieu disponible, la rue. L’occupation, jadis, avait son lieu privilégié dans l’usine où la collectivité ouvrière affirmait son pouvoir sur le lieu et le processus au sein desquels elle subissait le pouvoir patronal et faisait ainsi de ce lieu privé un espace public. Elle se pratique maintenant dans les rues, sur les places, comme dans les derniers espaces publics où l’on peut être en commun ; discuter et agir en commun.

Dans la Nuit debout, la Révolution française, la Commune ou Mai-68 sont souvent convoqués. Que pensez-vous de cette mobilisation de l'histoire révolutionnaire, que certains jugent plus parodique que réelle ?

Les Amis de la Commune ont effectivement leur stand place de la République. Se situe-t-on, pour autant, dans la continuité d'une grande tradition historique ? Il faut bien voir que l'offensive du capitalisme absolutisé s'est doublée d'une intense contre-révolution intellectuelle, d'une offensive révisionniste par rapport à toutes les formes de la tradition de gauche, qu'elle soit révolutionnaire, communiste, anticolonialiste ou résistante. Cette contre-révolution intellectuelle s'est efforcée de réduire à rien, voire de criminaliser, tous les éléments de cette tradition. La révolution de 1917 a été réduite aux camps staliniens, la Révolution française à la Terreur, l'anticolonialisme à l'inutile « sanglot de l'homme blanc » et finalement la Résistance aux excès de l'épuration. Il y a donc eu une grande annulation de tout un passé, opérée par des gens qui par ailleurs ne cessent de gémir sur la « transmission » perdue.

Cette volonté de renouer avec le passé est donc importante, même si cela peut paraître formel et symbolique. Ces rappels à une histoire de luttes et de contradictions peuvent aussi jouer un rôle de contrepoids face au risque de dilution de la politique dans une sorte de fraternité new age, dans un mouvement comme Nuit debout qui ne se situe plus, comme celui de Mai-68, sur un fond assuré de croyance marxiste en la lutte des classes et les conflits ouvriers.

Quelle lecture faites-vous de l'exigence très horizontaliste, sans représentants ni leaders, portée par la Nuit debout ?

Il faut la situer dans un contexte qui est celui de l'horreur toujours grandissante que peut inspirer la politique officielle : pour le 15-M de Madrid, le grand mot d'ordre, adressé à ceux qui faisaient alors campagne, était : « Vous ne nous représentez pas. » Mais cela correspond aussi à un discrédit des avant-gardes politiques révolutionnaires qui étaient encore très puissantes en 1968. Les assemblées actuelles réagissent contre ces assemblées qu'on a connues, en Mai-68 et après, manipulées par des groupuscules. On est bien obligé de comprendre ce rappel de ce que peut signifier l'égalité, y compris sous ses formes les plus matérielles. Mais, au-delà de ça, ce qui pose question, c'est l'idéologie du consensus, avec l'idée que tout le monde doit être d'accord et une fétichisation de la forme assemblée, qui serait seulement le lieu où chacun devrait pouvoir parler.

C'est un souci qui est partagé d'ailleurs par beaucoup de gens impliqués dans le mouvement : une assemblée populaire ne doit pas être seulement une assemblée où chacun vient, à son tour, exprimer son problème ou sa révolte et plaider pour la cause militante qui lui est particulièrement chère. Nuit debout, comme toutes les occupations du même genre, rassemble d'une part des individus désireux de recréer du commun mais aussi cette multitude de militantismes partiels, spécialisés, qui se sont développés dans le même contexte de privatisation de la vie publique et de rejet des « avant-gardes ». C'est important que le droit de toute voix soit affirmé, mais une assemblée doit pouvoir décider de quelque chose et non simplement proclamer « on est tous égaux ».

Une assemblée doit donc se manifester par des décisions, des luttes et non simplement par une figuration formelle de l'égalité. Il est assurément important de la matérialiser spatialement. En 1848, il y avait eu une proposition d'assemblée dans laquelle les représentants seraient tous en dessous, avec, au-dessus d'eux, des milliers de gens du peuple pour les surveiller. L'aspect proprement matériel de la politique égalitaire est donc important. Mais l'agir de la liberté et de l'égalité ne peut pas prendre simplement la forme d'une assemblée où chacun aurait sa liberté de parole. L'égalité est un processus de vérification, un processus d'invention, ce n'est pas simplement une photographie de la communauté. Le problème demeure d'inventer des actions, des mots d'ordre, pour que l'égalité se mette en marche.

Une assemblée égalitaire n'est donc pas une assemblée consensuelle, même si la notion de consensus se situe au cœur de tous les mouvements qui occupent des places. Je me souviens du choc éprouvé une fois où j'avais été invité à parler dans une université occupée par les étudiants à Amsterdam devant la grande banderole qui proclamait : « Consensus. No leaders ». La lutte contre les hiérarchies est une chose, l'idéologie du consensus en est une autre. Contester les leaders et la hiérarchie, bien sûr, mais cela ne signifie pas que tout le monde soit d'accord et qu'on ne fasse quelque chose qu'à la condition que tout le monde soit d'accord.

Cela suppose-t-il de redéfinir ce qu'on entend par démocratie, alors qu'on a vu avec l'épisode Finkielkraut qu'il y avait division sur ce qu'on mettait dans ce terme : du consensus ou du conflit ?

L'épisode Finkielkraut n'a disqualifié la Nuit debout que dans les milieux où, de toute façon, elle était disqualifiée d'avance. Que se serait-il passé si Finkielkraut était reparti sans que personne ne fasse attention à lui ? Les Joffrin, Onfray et consorts, au lieu de crier au totalitarisme, auraient ricané : regardez ces terribles révolutionnaires ! Ils n'ont même pas osé interpeller Finkielkraut ! Tout ça n'est pas bien important. Le problème est ailleurs.

La démocratie, cela veut dire, au sein même du peuple démocratique, des positions qui entrent en conflit les unes avec les autres et pas simplement la succession au micro d'une personne qui vient parler du marxisme, d'une deuxième qui évoque les droits des animaux et d'une troisième qui rappelle la situation des migrants. Il faut plusieurs types d'assemblées : des assemblées où chacun puisse dire ce qu'il veut, parce qu'il peut aussi y surgir quelque chose que l'on n'attendait pas, mais surtout des assemblées où l'on se demande : « Qu'est-ce qu'on fait là et qu'est-ce qu'on veut ? » Le problème de la démocratie est d'arriver à constituer la volonté d'un peuple. Sur quels mots d'ordre décide-t-on qu'on va faire peuple, qu'on peut construire un collectif démocratique ?

Actuellement, on a le sentiment d'être dans une sorte d'espace de subjectivation, mais sans qu'une subjectivation collective ne s'instaure véritablement. Cela supposerait sans doute que des mouvements sociaux forts existent ailleurs et notamment que tous les jeunes qui vivent comme en marge de la communauté nationale constituent, eux aussi, des collectifs, pour dire ce qu'ils veulent. Dans les années 1980, il y avait eu cette marche pour l'égalité, à laquelle ont participé des jeunes issus de l'immigration, qui a ensuite été récupérée, manipulée, anéantie, comme toutes les énergies englouties par le mensonge « socialiste ». C'est très difficile aujourd'hui de remettre en marche l'égalité. Je n'ai pas plus d'imagination que personne, mais je pense que c'est là que le problème se pose. On garde encore souvent l'idée que, plus il y a d'oppression, plus il y a de résistance. Mais les formes d'oppression qui nous gouvernent créent non pas de la résistance, mais du découragement, un dégoût à l'égard de soi-même, le sentiment qu'on est incapables de faire quoi que ce soit. Alors on peut bien dire que la Nuit debout fonctionne en vase clos et se berce d'illusions, mais sortir du découragement demeure fondamental.

Que pensez-vous de cette thématique d'écrire une constitution et de préparer une assemblée constituante ?

Le désintérêt pour les formes de la vie publique institutionnelle au nom d'une prétendue radicalité révolutionnaire a assurément contribué à la démobilisation des énergies. Il est donc important de répéter à quel point l'état dans lequel nous nous trouvons est une conséquence de la désastreuse constitution de la Ve République et de l'anesthésie de toute vie politique et du pourrissement des esprits qu'elle a produite sur le long terme. Un mouvement anti-Ve République, anti-présidence est donc une nécessité. Et, de même, le rappel de certaines vérités provocantes sur la démocratie, comme le tirage au sort et ce qu'il implique : la déprofessionnalisation de la vie politique.

Mais, d'une part, l'appel à la Constituante est souvent accompagné d'idéologies « citoyennes » un peu plates et d'idéologies « républicaines » un peu raides. Mais surtout il ne faut pas imaginer qu'on va sortir de la pourriture oligarchique actuelle simplement en rédigeant une bonne constitution. Rédiger une constitution est

important quand c'est fait par des gens à qui on ne le demande pas, qui n'ont pas « qualité » pour le faire. Mais c'est aussi important quand c'est pris dans un processus de lutte où les mots sont non pas des recettes pour un bonheur futur mais des armes dans le présent. Ce serait bien par exemple que ces constitutions « rédigées par les citoyens » s'inscrivent dans des processus de lutte effectifs contre l'ordre constitutionnel existant, qu'ils servent par exemple à mettre la pagaille dans les fameuses « grandes primaires démocratiques ». Les gens en place hurleraient au déni de démocratie, mais cela créerait une discussion sur le sens même du mot démocratie qui pourrait être utile.

Le fond du problème est qu'il faut imaginer des formes de vie politique qui, à la fois, soient entièrement hétérogènes par rapport à cette vie politique officielle entièrement confisquée par une classe de professionnels qui se reproduit indéfiniment – une situation qui a atteint en France un niveau sans égal dans l'Europe occidentale –, et pourtant capables de l'affronter selon leurs formes et leur agenda propres.

Que faire du reproche d'homogénéité sociologique adressé à la Nuit debout ?

Au départ, Mai-68 était un mouvement d'un petit groupe d'étudiants « petits-bourgeois ». Et il a entraîné la dynamique de la grève générale qui l'a transformé lui-même, avec la convergence sur la Sorbonne des multiples formes de lutte qui éclataient çà et là. Il faut se souvenir du rôle de modèle joué pour l'occupation même de la Sorbonne par la grève avec occupation et séquestration qui avait alors lieu depuis plusieurs semaines dans l'usine de Sud-Aviation à Nantes. La Nuit debout, elle, arrive après le jugement symbolique condamnant à des peines de prison ferme, pour les mêmes faits, des ouvriers de Goodyear. Elle arrive dans ce contexte de délocalisation des entreprises, de fermeture des usines, de défaites ouvrières et de pénalisation des formes de résistance. Elle ne peut bénéficier de la dynamique sociale qu'on a connue en Mai-68. Bien sûr qu'il faudrait des mouvements Nuit debout ou des mouvements d'un tout autre type partout, et notamment dans les quartiers qui se sont révoltés en 2005.

On peut toujours reprocher aux gens place de la République d'être des lycéens, des jeunes précaires ou des individus qui ne représentent qu'eux-mêmes. Mais c'est l'état général de ce qu'on appelle ici politique qu'il faut prendre en compte. Dans une France rendue amorphe par l'offensive dite néolibérale, la supercherie socialiste et une intense campagne intellectuelle contre toute la tradition sociale militante, on ne peut se contenter de renvoyer Nuit debout au fait que ce mouvement ne représente pas grand-chose sociologiquement.

Pour que ce mouvement aille plus loin, il faudrait qu'il puisse inventer des mots d'ordre qui le fassent exploser au-delà de lui-même. Il y a peut-être la possibilité de se saisir de la conjoncture pré-électorale pour créer non pas une « primaire de la vraie gauche », mais une mobilisation très forte contre le système présidentiel. On pourrait imaginer qu'un tel mouvement aboutisse non seulement à des déclarations sur le fait qu'on ne votera plus jamais socialiste, mais à quelque chose comme un mouvement pour la non-présidence, ou la suppression de la présidence de la République.

Les Nuits debout peuvent-elles permettre de sortir de la chape de plomb post-attentats, symbolisée par une place de la République réinvestie par la parole et la lutte alors qu'elle était devenue un mausolée ?

Il ne faut pas trop demander à ce mouvement. Mais il est vrai qu'un de ses éléments significatifs est la transformation d'une jeunesse en deuil en jeunesse en lutte, même si cette transformation n'est pas aisée. Quand on va sur la place de la République, on voit que c'est très lentement que, autour de la statue, des symboles de lutte collective viennent se superposer aux expressions du deuil. C'est difficile à mettre en place en raison de la contre-révolution intellectuelle qui a réussi à séparer la jeunesse de toute une tradition de lutte sociale et d'horizon politique. Le propre de tous les mouvements des places a été la difficulté à s'identifier en tant que porteur de puissance d'avenir, et à porter des subjectivations collectives, des identités à travailler et à transformer contre les identités imposées, comme ont pu l'être des collectifs ouvriers ou des collectifs de femmes.

Cela est encore plus vrai en France, en raison de la chape de plomb idéologique créée par cette contre-révolution intellectuelle. En Grèce, il existe des mouvements autonomes puissants, qui ont créé des lieux de vie, de savoir ou de soins. En Espagne, autour de la lutte contre les expulsions de logements, a convergé un collectif qui occupe aujourd'hui la mairie de Barcelone. Des mouvements et des formes d'organisation de cette ampleur n'existent pas en France, et le mouvement Nuit debout est orphelin des bases de luttes qui ont pu être mobilisées ailleurs.

Même si demeure le sentiment qu'avec la Nuit debout, il se passe quelque chose qui manifeste une puissance d'invention renouvelant certaines manières de penser de la gauche radicale ?

On ne sait pas exactement ce qu'il y a dans la tête des personnes qui se mêlent sur la place de la République. On y trouve énormément de choses disparates. Mais c'est vrai qu'on y trouve une exigence démocratique qui s'oppose à la vieille ritournelle sur la « démocratie formelle » comme simple apparence couvrant la domination économique bourgeoise. L'exigence de démocratie « réelle et maintenant » a le mérite de rompre avec cette logique de dénonciation qui prétend être radicale mais produit en fait une sorte de quiétisme, finalement réactionnaire du genre : de toute façon, c'est le Capital qui est la cause de tout, et ces gens qui s'agitent au nom de la démocratie ne font que masquer sa domination et renforcer son idéologie. Mais évidemment le profit est perdu si on ramène la démocratie à la forme de l'assemblée. La démocratie est affaire d'imagination.

Êtes-vous sensible à la circulation de la parole, de l'écrit, des récits dans les Nuits debout ?

Il y a effectivement beaucoup de paroles qui circulent, même si elles ne sont pas toujours d'une richesse inoubliable. Des gens viennent dire leurs poèmes, mais c'est rarement une poésie créant un choc de nouveauté. En même temps, on voit des gens qui ne parlaient jamais et qui osent parler à cet endroit et c'est donc significatif, même si, pour ce qu'on peut en saisir, cette circulation de la parole est moins riche que ce qu'on avait perçu en Mai-68. D'un côté, la forme assemblée permet à plus de gens de venir raconter leur histoire. De l'autre, on a l'impression d'être en deçà de la floraison de slogans et d'images multiples qui, dans beaucoup de manifestations récentes, avait remplacé les grandes banderoles unitaires d'antan. Plus profondément, la question est que le désir de communauté égale ne freine pas la puissance d'invention égalitaire.

Les initiateurs de la Nuit debout veulent converger avec les syndicats dans la perspective du 1er Mai. Comment regardez-vous cette proposition ?

La « convergence des luttes », c'est un peu la version du grand rêve de Mai-68, la jonction entre étudiants et ouvriers. À l'époque cela s'était matérialisé par le cortège étudiant en direction de Billancourt. Aujourd'hui Billancourt est rasé et la Sorbonne est un lieu où l'on ne pénètre qu'avec une carte. Aussi l'affaire s'est-elle débattue dans le court espace qui s'étend entre la place de la République et la Bourse du travail, autour de la préparation des défilés du 1er Mai. En tout état de cause, la question de la convergence des luttes est dépendante de la question de la nature de ces luttes.

http://www.euronomade.info/?p=7170